C’était il y a presque 4 ans... Le 29 février 2012.

Les syndicats de toute l’Union européenne se mobilisaient sur la même préoccupation.

Ici même nous battions le pavé : « trop c’est trop »,  « l’austérité ça suffit » ... !!!

Dans toute l’Europe nous dénoncions les coupes dans les salaires, dans la protection sociale, les attaques contre les mécanismes de négociation, la flexibilisation des contrats de travail et j’en passe...

Depuis qu’est ce qui a réellement changé ?

A part le président de la république et le gouvernement ?

Les politiques austéritaires se durcissent.

Ce dont Sarko rêvait, Hollande le fait.

Est-ce tolérable ? Est-ce supportable ? Jusqu’à quand ?

Sans tenir compte des aspirations du monde du travail et des luttes qui se multiplient en Comminges et ailleurs, on s’entête à l’Elysée dans des politiques austéritaires :

Pacte de responsabilité (validée par la députée), attaques contre la protection sociale, atteintes aux libertés syndicales renforcées par l’état d’urgence, offensive contre le Code du Travail et le statut des fonctionnaires, remises en cause des 35 heures, développement du travail dominical…

Pire encore, la seule réponse que le gouvernement ait apportée au lendemain du des régionales a été une nouvelle fois le mépris en revalorisant le SMIC de la seule évolution de l’inflation, soit 0,6%, 6€/mois.

Quant à l’État employeur, il donne le mauvais exemple en se mettant régulièrement hors la loi avec des salaires de début de grille en dessous du SMIC pour cause de gel du point d’indice.

Les lois de finances 2016 et de financement de la sécurité sociale confirment aussi l’entêtement austéritaire de ce gouvernement, serviteur exclusif et zélé du Medef!

Le patronat, parlons en !

Dimanche 10 janvier, journée de commémoration et d’hommage aux victimes des attentats. Leurs organisations publient une lettre ouverte au Président, lui demandant toujours plus de cadeaux fiscaux, la fin du CDI et du contrat de travail, ainsi que toujours plus de facilités pour licencier. Cela alors que nous attendons toujours le million d’emplois promis par Gattaz !

De 2000 à 2015, les fonctionnaires ont perdu 14,10% de leur pouvoir d’achat.

Pour la CGT, l’augmentation de la valeur du point d’indice est un élément incontournable de l’augmentation du pouvoir d’achat. Elle est essentielle pour la consommation et la relance économique du pays.

La France se situe au premier rang Européen en matière de productivité du travail mais seulement au 14ème au niveau du salaire médian. Où passe la différence ?

Dans les poches des actionnaires puisque la France est au premier rang européen en terme de rémunération des dividendes.

Mieux encore, le gouvernement n’augmente pas le SMIC et le point d’indice pour rémunérer le travail ; par contre il garantit le niveau des dividendes en faisant toujours plus de cadeaux fiscaux.

Les 50 milliards du pacte de responsabilité qui ne créent aucun emploi vont pour la grande majorité alimenter les actionnaires !

Un an de dividendes versés aux actionnaires = 30% d’augmentation du point d’indice !

On peut imaginer l’impact positif pour l’économie du département et de la région qu’aurait une telle augmentation pour les 119 000 fonctionnaires du département. Mais pour l’instant seul les actionnaires gagnent avec une augmentation des dividendes de 30,3 % pour la seule année 2014 !

Plus de 80 % des profits du CAC 40 sont utilisés à la distribution de dividendes.

C’est ce gouvernement qui le permet par sa politique alors que d’autres choix sont possibles. Avec seulement 10 milliards sur les 56 milliards de dividendes du CAC 40, on finance le SMIC à 1 800 euros.

Aujourd’hui les trois fonctions publiques sont au cœur de cette journée d’action, pour un service public de qualité et une nette augmentation du pouvoir d’achat.

C’est demain, au mois de février que doivent s’ouvrir des négociations salariales dans la Fonction Publique.

Ces négociations salariales qui s’ouvrent après plus de cinq ans de gel de la valeur du point d’indice ont été obtenues par l’action syndicale, notamment de la CGT. Mais elles ne se présentent pas dans de bonnes conditions.

En effet, en faisant adopter une loi de finances et une loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 avec quasiment aucune marge de manœuvre pour une augmentation générale des traitements, le gouvernement annonce la couleur : la politique d’austérité continue…. et ce n’est pas la nôtre !

De surcroît, les déclarations se multiplient sur les difficultés de la relance, une croissance toujours en berne, qui laissent très mal augurer de ce rendez-vous salarial.

S’ajoutent à cela, la poursuite à une vitesse effrénée et sans réelle négociation, de nombreuses réformes (collèges, territoriales, santé…) qui, si elles sont mises en œuvres, vont avoir de nouveaux et graves impacts négatifs sur le service public rendu aux citoyens et aggraver encore les conditions de travail des personnels.

Enfin, de nombreux secteurs de la Fonction publique, pourtant essentiels au progrès social et à la population, restent confrontés à des sous effectifs absolument insupportables.

A Davos, rendez-vous annuel des "global leaders", jardin des vanités dans lequel on aurait organisé le festival de Cannes, Macron annonce la fin des 35h en anglais, les mettant sous perfusion en français !

Rappelons nous qu’ici même au plus fort de la bataille contre la réforme des retraites voulue par Sarko et sa bande, celle qui n’était pas encore députée ni présidente de région défilait avec ses amis du PS pour la retraite à 60 ans.

La CFDT était là aussi !

Pour aujourd’hui valider les départs en retraite à 62 et 63 ans !

**«**[**Jamais**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=jamais) **on ne** [**corrompt**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=corrompt) **le** [**peuple**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=peuple)**, mais** [**souvent**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=souvent) **on le** [**trompe**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=trompe)**. » disait Rousseau.**

Ne nous méprenons pas quand l’esclavage sera rétabli, nous savons qui négociera le poids des chaînes !!!

Toujours à Davos, le premier sinistre annonce en vrac le démantèlement de l’union Européenne et la poursuite, jusqu’à la fin de Daesh de l’état d’urgence !

Jusqu’où iront Macron et Valls ... tant dans le libéralisme que dans la terreur ?

La CGT ne baissera pas les bras. Ensemble nous nous battrons pour :
 une significative augmentation de la valeur du point d’indice, prenant en compte l’inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier, depuis 2010,
 des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d’achat,
 le développement de l’emploi public statutaire par des créations nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin,
 des moyens financiers à la hauteur des besoins de service public,
 la défense d’un service public de proximité garant de la cohésion sociale.

Permettez-moi avant d’en terminer de dénoncer la criminalisation de l’action syndicale.

8 de nos camarades, condamnés à de la prison ferme. Pour l’exemple !

Ils étaient comme des centaines d’autres dans la salle où le directeur et le DRH de l’usine Goodyear ont été retenus 30heures en janvier 2014.

Mais eux, presque tous militants de la CGT ont écopé de prison ferme.

La vraie violence, celle exercée par un groupe qui a jeté ses salariés jusqu’à en pousser certains au suicide, qui a brisé leur vie, des vies anéanties par des divorces, des dépressions... Cette vraie violence exercée par ce groupe qui a laissé crever l’usine, reste quant à elle impunie.

La condamnation de nos camarades alors que l’entreprise avait retiré sa plainte est un acte politique visant à intimider les salariés, les représentants du personnel qui défendent leur outil de travail.

C’est bien le gouvernement qui rêve de jeter nos camarades en taule !

Mais nous ne le laisserons pas faire ! Et s’il faut les planquer pour qu’ils ne connaissent même pas une seconde de l’univers carcéral nous le ferons ! C’est cela rentrer en résistance !

L’heure est grave.

Devant ces politiques austéritaires, liberticides et répressives, l’action, notre action doit se renforcer.

Seule une prise de conscience à la hauteur des attaques que l’on nous inflige, un engagement et des actes collectifs auront raison de leur arrogance et de leur mépris.

Pour faire parler et vivre nos aspirations, pour un meilleur partage des richesses, pour que l’homme, le citoyen, son environnement, son bien-être au travail et dans la vie soit remis au centre des débats, nous allons devoir franchir rapidement une étape supplémentaire.

Créer le rapport de force nécessaire et l’inverser est la seule solution car

**« Si nous ne nous levons pas pour quelque chose, nous tomberons pour n’importe quoi »**